

"L'Europe minimale de Mme Thatcher" dans Le Monde diplomatique (Juin 1992)

Légende: En juin 1992, le mensuel français Le Monde diplomatique analyse la manière avec laquelle Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, compte imposer sa conception néolibérale au marché commun des Communautés européennes.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. Julien, Claude ; Réd. Chef Ramonet, Ignacio; Paunet, Micheline. Juin 1989, n° 423. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_minimale_de_mme_thatcher"_dans_le_monde_diplomatique_juin_1992-fr-a397feec-36e9-4702-9bc3-d34613af5ae7.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

L'Europe minimale de Mme Thatcher

En prenant, le 1^{er} juillet, et pour six mois, la présidence de la Communauté, M. Mitterrand joue gros jeu: il ne peut, pour des raisons de politique intérieure, se permettre de baisser pavillon face à la coalition des gouvernements hostiles à la taxation (même minimale) des revenus du capital; il doit, dans le même temps, colorer d'un peu de « social » une construction qui inquiète de plus en plus le monde du travail. En face de lui: l'idéologie néolibérale pure et dure dont M^{me} Thatcher se fait le porte-parole véhément. Au point que beaucoup de conservateurs britanniques, de plus en plus allergiques à son autoritarisme, trouvent qu'elle en fait vraiment trop, risquant ainsi de desservir une cause qui a déjà presque partie gagnée.

Deux ans après l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen (1^{er} juillet 1987), le compte à rebours est désormais engagé avant l'échéance décisive du 1^{er} juillet 1990, date de la libération des mouvements de capitaux dans huit des douze Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE). Il reste tout juste une année pour que se confirme le glissement de la construction communautaire sur sa ligne de plus forte pente actuelle, celle du primat de la finance ou, à l'inverse, pour tenter de lui donner une plus grande cohésion économique et politique, en même temps qu'une finalité culturelle et sociale.

Dans un récent entretien télévisé (1), M. Michel Rocard a mis en lumière les deux conceptions de l'Europe qui s'affrontent actuellement. D'un côté, a-t-il déclaré, en faisant référence aux problèmes de la fiscalité, de la monnaie et du « social »: « *une jungle, une maison aux fenêtres grandes ouvertes où passent tous les vents, où il n'y a pas de pilote dans l'avion* », position qu'il attribue à M^{me} Margaret Thatcher; de l'autre, « *une Europe pilotée, une Europe de libre-échange et de compétition économique naturellement, où il y a des règles du jeu* », projet qu'il revendique pour la France. Le prochain conseil européen de Madrid, à la fin du mois de juin, puis les six mois de présidence française de la Communauté vont donc devoir se déterminer sans ambiguïté face à un messianisme conquérant, celui du thatchérisme, qui ambitionne de se prolonger en eurothatchérisme.

Avec son franc-parler coutumier, le premier ministre britannique avait déjà affiché la couleur dans son fameux discours de Bruges en septembre dernier: « *Nous n'avons pas réussi à faire reculer les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne pour nous les faire réimposer au niveau européen* ». Dans l'euphorie de la célébration de ses dix années passées à Downing Street, elle a, depuis, surenchéri en proclamant, le 3 mai dernier, devant les députés conservateurs: « *On disait autrefois que la Grande-Bretagne avait perdu un empire et n'avait pas trouvé de rôle. Nous avons maintenant un rôle, et nous montrons aux autres comment faire reculer les frontières du socialisme* (2) ». Dans la démonologie thatchérienne, « Etat » et « socialisme » sont quasiment synonymes. Ils désignent indifféremment toute forme de régulation — nationale ou européenne — qui entraverait en quoi que ce soit le libre jeu des trois forces dont le ministre du commerce et de l'industrie, lord Young, rappelait qu'elles étaient consubstantielles à la réussite économique et donc à la mise en place du marché unique de 1993: « *La déréglementation, l'ouverture à l'extérieur et à la concurrence* (3) ». Tout le grand marché mais rien que le grand marché, tel est l'horizon indépassable que le gouvernement britannique assigne à une entreprise communautaire sommée de ne s'embarrasser d'aucune considération sociale, culturelle, linguistique ou autre.

Ce credo a une double singularité: depuis la fin du reaganisme, il n'est professé, à ce degré de pureté, par aucun autre gouvernement occidental. Plus étonnant: il est mâtiné d'une rhétorique nationaliste et populiste qui lui assure une place absolument originale dans le registre des idéologies conservatrices. Ce national-néolibéralisme — véritable alliance de mots — porte la marque personnelle de M^{me} Thatcher et ne lui survivra pas. Au plan européen, il ne manque cependant pas d'efficacité, la vigueur avec laquelle la bannière de l'Union Jack est brandie dans les négociations étant surtout mise au service de la croisade idéologique dans laquelle s'est engagée la Dame de fer depuis 1979.

Une croisade au succès plus que mitigé dans son propre pays, puisque, après une décennie de « révolution conservatrice », il semble que les cœurs et les reins des Britanniques soient toujours obstinément réfractaires à l'individualisme débridé, au culte du profit et à la sanctification de l'argent... Les sondages réalisés à l'occasion du dixième anniversaire d'un pouvoir sans partage que, faut-il le rappeler, M^{me} Thatcher ne tient

que de 43 % de ses concitoyens, montrent en effet que l'opinion plébiscite les mots d'ordre « socialistes » : solidarité, protection sociale, emploi pour tous, nécessité des syndicats, importance des services publics, rôle actif du gouvernement dans l'économie, etc. (4). Aux yeux de la grande majorité, les « valeurs » en hausse semblent être la criminalité, l'insécurité, l'appétit de lucre, l'égoïsme et la pauvreté; les « valeurs » en baisse étant la politesse, l'attention à autrui et la générosité (5).

L'épouvantail du « super-Etat »

Où sont donc, en effet, les extraordinaires succès que le gouvernement britannique revendique pour son néolibéralisme musclé ? En dix ans, la croissance moyenne du Royaume-Uni a été de 2 %, c'est-à-dire exactement la même que celle de la France (6). Pas donc de quoi pavoiser particulièrement, d'autant qu'elle a été très inégalement répartie: la tranche des 1 % des plus hauts revenus a amélioré son niveau de vie de plus de 70 %, tandis que les 10 % les plus défavorisés ne l'ont vu croître que de 15 %. Le chômage, malgré sa diminution sensible depuis trois ans, est encore deux fois plus important qu'en 1979. Surtout, il traduit le clivage du pays en « deux nations »: il est massif dans le Nord alors que le Sud vit en état de surchauffe économique. Rappelant que, depuis 1979, le nombre des enfants vivant au-dessous du seuil de pauvreté (selon la définition officielle) a doublé, et que les mendiants ont envahi Londres, Richard Layard, professeur à la London School of Economics, conclut qu'« *il n'y a rien d'étonnant à ce que les chantages qui façonnent l'opinion soient plus enclins à parler d'un « miracle Thatcher » que l'homme de la rue* » (7).

Au plan européen, M^{me} Thatcher s'est montrée parfaitement cohérente avec ses actions de politique intérieure: elle s'oppose systématiquement à tout élargissement du champ d'intervention de la Communauté, assimilée à un « super-Etat », et à toute mesure susceptible de juguler ou même simplement de réguler les forces du marché. On connaît son hostilité à la politique agricole commune - qui n'a pourtant pas si mal réussi au Royaume-Uni, — l'acharnement déployé pour tirer vers le bas le budget du deuxième programme-cadre de recherche, l'hostilité de principe aux quotas audiovisuels, le refus de toute clause de réciprocité à l'égard des pays tiers (Japon, Etats-Unis) en matière de services financiers et bancaires, la détermination à faire reconnaître comme européennes les voitures japonaises fabriquées sur le territoire britannique, etc. (8).

L'épreuve de force inévitable avec la présidence française va se situer sur les trois terrains de l'Europe sociale, de l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne et de l'union monétaire.

En matière sociale, les propositions de la Commission, si modestes qu'elles soient (élaboration d'une charte qui n'aura de force contraignante que « morale », inclusion dans le statut de la future société de droit européen d'une clause de participation des salariés) rencontrent l'hostilité virulente du patronat et du gouvernement conservateur, qui, après avoir laminé le pouvoir syndical en Grande-Bretagne, ne veulent pas « *perdre à Bruxelles ce qu'ils ont gagné chez eux* » (9). Dans ce domaine, M^{me} Thatcher est très isolée, les autres gouvernements, même d'orientation néolibérale, comme ceux de La Haye et de Bonn, faisant cause commune avec M. Jacques Delors, soutenu par la France. Sauf à affadir encore davantage le contenu des directives envisagées, la Commission et le Conseil européen n'ont d'autre choix que d'imposer une reculade - à forte charge symbolique - au premier ministre britannique.

Pour ce qui est de l'harmonisation des revenus du capital, en revanche, Londres et ses alliés les plus déterminés (le gouvernement luxembourgeois, le nouveau ministre des finances de Bonn, M. Theo Waigel), qui, en fait, désirent une exonération totale, auront les coudées beaucoup plus franches. D'autant que les propositions de la Commission (retenue de 15 % à la source sur les revenus des seules obligations), déjà fortement en retrait par rapport à la législation française, ne sont guère présentées avec enthousiasme par la commissaire compétente, M^{me} Christine Scrivener qui, en petit comité, n'a pas craint de déclarer: « *L'objet n'est pas d'harmoniser la fiscalité de l'épargne ni de proposer un plan général de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, mais d'accompagner la libération complète des mouvements de capitaux* » (10).

Les propositions d'union monétaire récemment présentées par le comité Delors et devant déboucher, à un terme non précisé, sur une monnaie unique ont été approuvées dans leurs grandes lignes par tous les gouvernements des Douze, sauf par celui de Londres (11).

Le Royaume-Uni, qui, avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal, est resté, jusqu'à ce jour, en dehors du système monétaire européen (SME), refuse de s'engager dans une démarche dont le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, considère, qu'elle équivaudrait à « *une Europe fédérale, dirigée par un super-Etat fédéral* », idée, à ses yeux, « *grandiloquente* (12) ». On touche ici à la composante spécifique du néolibéralisme thatcherien: son nationalisme ombrageux, qui constitue le volet extérieur de son autoritarisme intérieur.

National-libéralisme

M^{me} THATCHER n'est en effet « libérale » que sur le plan économique: la « main invisible » du marché, qui a précipité le déclin de l'industrie britannique (13), est protégée par la poigne de fer d'un gouvernement adepte du « plus d'Etat » lorsqu'il s'agit de l'armée, de la police, des services secrets, de la liberté de l'information et des rapports avec les collectivités locales, dissoutes — comme à Londres — ou graduellement dépossédées de leurs pouvoirs - pour cause d'insuffisante adhésion au dogme officiel. C'est cette même logique de l'affrontement que la Dame de fer transporte sur le continent, un de ses ministres n'hésitant pas à taxer ses « partenaires » - mais c'est la France et la Commission qui sont visées — d'ambitions impériales: « *Il y a trop de gens en Europe qui sont animés de l'esprit de Napoléon* (14) »

Les milieux économiques et financiers britanniques relèvent régulièrement la contradiction entre le nationalisme et le libéralisme, entre l'apologie du libre-échange et, par exemple, la fixation obsessionnelle sur certains signes extérieurs de la souveraineté comme les postes frontières, auxquels, malgré les impératifs du marché unique, M^{me} Thatcher ne veut absolument pas renoncer... Plus profondément, ils s'interrogent sur le coût de la non-appartenance au SME et sur l'isolement qui serait le leur si l'union monétaire se faisait à onze. William Wallace, directeur adjoint du Royal Institute of International Affairs, constate que le même gouvernement qui se soucie comme d'une guigne de « *l'érosion de l'autonomie nationale* » par les prises de contrôle étrangères de grands médias ou de domaines-clés de la haute technologie civile s'acharne dans le même temps à « *défendre les mythes de l'histoire et de la Constitution britanniques, au mépris des réalités de l'économie globale contemporaine* (15) ».

C'est seulement du bout des lèvres que la majorité des députés conservateurs et même des membres du gouvernement - dont beaucoup craignent pour leur portefeuille ministériel lors du prochain remaniement - soutiennent les positions à l'emporte-pièce du premier ministre. Son prédécesseur conservateur, M. Edward Heath, négociateur de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, vient de l'accuser de « *tromper l'opinion britannique* » en s'en prenant à un prétendu « *super-Etat socialiste* (16) » bruxellois. Et M^{me} Thatcher ne mobilise guère sur le continent lorsqu'elle veut marier libéralisme et nationalisme. Il y a des amateurs de l'un ou de l'autre, mais rarement des deux à la fois. En France, seul le Front national est dans ce cas. Même les quelque cinquante fidèles européens du groupe de Bruges, qui viennent de se réunir pour élaborer leur manifeste, ont refusé de faire référence à l'« *abaissement de la souveraineté nationale* ». L'une des participantes, s'étonnant de l'agressivité du plaidoyer libre-échangiste, déclarait lucidement: « *J'ai lu attentivement le manifeste et je pense que la Commission souscrirait aux deux tiers de son contenu. N'importe qui à Bruxelles pourrait le signer des deux mains* (17) »

C'est très abusivement que M^{me} Margaret Thatcher revendique la filiation de ses positions avec l'idéal d'« *Europe des patries* » du général de Gaulle. Pour la bonne raison que son exaltation du patriotisme britannique ne fait qu'enjoliver une vision du monde où ni le Royaume-Uni, en tant que communauté prise dans son ensemble, ni l'Europe n'apparaissent comme des périmètres d'action pertinents. Rien de moins « européen » qu'une telle attitude privilégiant l'extérieur, en particulier la relation avec les Etats-Unis, sur l'intérieur, donnant raison au marché mondial contre la cohésion nationale ou communautaire.

Pour défendre ces principes, M^{me} Thatcher dispose de puissants soutiens au sein de la Commission, dans les milieux financiers et industriels et dans les cercles gouvernementaux européens. Et c'est précisément parce que les choses vont déjà tout naturellement dans le sens qu'elle désire, en particulier grâce à la libération des mouvements de capitaux, que beaucoup d'entre eux se demandent pourquoi elle introduit, dans un débat qui gagnerait à rester feutré, une virulence nationaliste et populiste tout à fait hors de saison; en bref, la Dame de fer leur apparaît de plus en plus comme une alliée bien encombrante.

BERNARD CASSEN

- (1) *Le Monde* , 22 avril 1989.
- (2) *The Independent* , 4 mai 1989.
- (3) Discours à la Chambre de lords, *The Independent* du 4 mai 1989.
- (4) Voir le sondage *Independent - MORI*, publié dans *The Independent* du 4 mai 1989. En particulier, priée de choisir entre intérêts privés et économie de marché d'un côté et économie plus dirigée de l'autre, la « génération Thatcher » accorde deux fois plus de soutien au second terme de l'alternative (62 %) qu'au premier (30 %).
- (5) Sondage Gallup réalisé par *The Daily Telegraph* et cité dans l' *International Herald Tribune* du 11 mai 1989.
- (6) Voir Eric Le Boucher, « Force et faiblesses de l'économie britannique. Le modèle en question », *le Monde* , 12 mai 1989.
- (7) Voir Richard Layard, « Les revers du « miracle » anglais », *le Figaro* , 4 mai 1989.
- (8) Voir la série « Une certaine idée de l'Europe » publiée de septembre 1988 à mai 1989 dans *le Monde diplomatique* .
- (9) Voir « EEC Social Policy. The Passionate dimension », *The Economist* , 8 avril 1989.
- (10) Intervention lors d'un colloque sur la fiscalité de l'épargne, le 4 avril 1989, et citée dans *Europe* , agence internationale d'information pour la presse, Bruxelles, 5 avril 1989.
- (11) Voir *le Monde* des 18, 19 et 27 avril 1989.
- (12) Entretien, *le Monde* , 26 avril 1989.
- (13) Malgré une manne pétrolière qui a dégagé un solde positif de 25 milliards de livres en 1988, le déficit des échanges industriels s'est élevé, la même année, à 220 milliards de francs: une marchandise sur trois achetée par le consommateur britannique est d'origine étrangère. (Voir Vincent Gérard, « L'ère du déclin industriel », *le Figaro* , 4 mai 1989, et Eric Le Boucher, « Force et faiblesses de l'industrie britannique. La stratégie des créneaux », *le Monde* , 13 mai 1989.) Pour un bilan du thatchérisme en matière d'emploi, de patrimoine et de politique syndicale voir *l'Effet Thatcher* (sous la direction de Monica Charlot) , Economica, Paris, 1989, 159 pages, 110 F.
- (14) Lord Young, cité par *the Independent* , 4 mai 1989.
- (15) William Wallace, « Time to Surrender Those Victorian Traditions », *Financial Times* , 26 mai 1989.
- (16) *Le Monde* , 16 mai 1989.
- (17) David Osborne, « Bruges Groupies Rally Against Eurocracy », *The Independent* , 22 avril 1989. Voir également l'article de Dominique Dhombres dans *le Monde* , 9 mai 1989 .